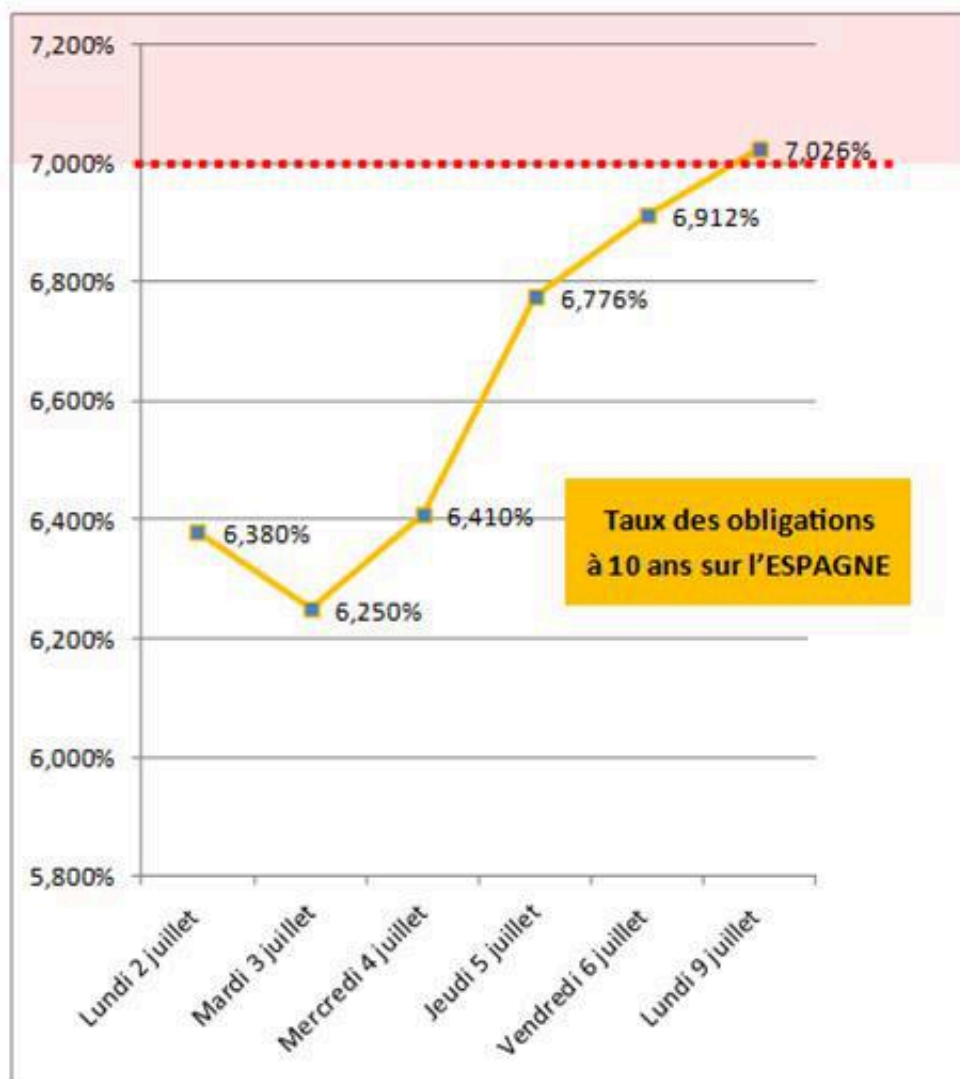


## Euro-titanic : les taux à 10 ans de l'Espagne bondissent à 7%





Les taux demandés par les marchés financiers pour les obligations à 10 ans de l'Espagne continuent à monter à des niveaux de plus en plus insupportables pour l'Espagne.

Ce lundi 9 juillet, le taux vient d'atteindre 7,026% à 10 H 00 (heure de Paris) contre 6,912% vendredi à la clôture.

C'est-à-dire au-dessus de la barre des 7%, considérée comme un signal d'alarme immédiate par la plupart des observateurs.

[http://www.romandie.com/news/n/ALERTE Dette le taux a 10 ans de l'Espagne s'envole a nouveau au dessus de 738090720121012.asp?](http://www.romandie.com/news/n/ALERTE_Dette_le_taux_a_10_ans_de_l_Espagne_s_envole_a_nouveau_au_dessus_de_738090720121012.asp?)

## OÙ EST PASSÉ LE « SUCCÈS » DU 19ème SOMMET ?!

Ce signal d'alarme, qui avait été l'un des motifs essentiels du 19ème "Sommet-de-la-Dernière-Chance-de-Sauver-l'Euro" des 28 et 29 juin, n'avait pas été dépassé depuis le 19 juin.

Rien ne peut donc davantage témoigner du fait que ce 19ème Sommet a été un échec magistral, malgré la désinformation qui l'a entouré.

Du reste, les relations entre pays de la zone ne cessent de se détériorer, comme on a pu le constater hier lors d'une rencontre à Aix-en-Provence entre Pierre Moscovici, ministre français des finances, et le Président du Conseil italien, le Goldman Sachs Boy nommé "sénateur à vie" et élu par personne Mario Monti.

<https://fr.sputniknews.com/economie/201206181022415113-espagne-crise-financiere-obligation-euro/>

## **MOSCOVICI LANCE DES APPELS DANS LE VIDE**

Devant les journalistes, le ministre français s'est exclamé :

« Il est très important que nous donnions des signaux tangibles que ce que nous avons dit au Conseil européen sera vraiment traduit en actes. Je n'ai pas de doutes là-dessus. »

Pour le fils de Serge Moscovici, spécialiste de psychanalyse et de psychologie sociale, cette déclaration résonne comme un aveu cocasse.

Ce déni freudien signifie très exactement :

- que le ministre s'alarme de constater que le 19ème "Sommet-de-la-Dernière-Chance-de-Sauver-l'Euro" ne s'est traduit par aucun acte concret ;

- et qu'il « n'a pas de doutes » sur le fait qu'il n'y a rien de concret.

Par ailleurs, même si François Hollande et Angela Merkel se livraient, au même moment à Reims, à un nouveau sketch médiatique sur « l'amitié franco-allemande », les journalistes ont pressé Pierre Moscovici de questions sur les rumeurs insistantes de dissensions croissantes entre Paris et Berlin.

Dernier exemple en date, la simple désignation du successeur du président de l'Eurogroupe, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, dont le mandat s'achève le 17 juillet, a causé des problèmes considérables. L'idée d'un mandat partagé entre M. Moscovici et son homologue allemand Wolfgang Schäuble circulait en coulisses mais Berlin et Paris se battaient comme des chiffonniers sur qui devrait occuper le poste en premier.

Aux dernières nouvelles, et après des semaines de blocage, il aurait été convenu (d'après le journal Le Monde qui sort cet après-midi) de... maintenir le premier ministre luxembourgeois à ce poste pendant quelques mois. C'est une façon de ne pas trancher le désaccord. Puis, on y placerait le ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble, pour un mandat de deux ans et demi, puis son homologue français, Pierre Moscovici. Mais ce dernier sera-t-il encore en fonctions en janvier 2015 ?..

Se livrant à un nouveau déni de la réalité, Pierre Moscovici a nié laborieusement toute dégradation de la relation franco-allemande. Il a assuré mener un « travail constructif » avec Wolfgang Schäuble, comme le font selon lui François Hollande et Angela Merkel.

Bien entendu, ces propos lénifiants ont, comme d'habitude, esquivé toutes les questions de fond sur le désastre en cours de l'euro :

- rien sur les révoltes sociales en cours (notamment en Grèce et en Espagne)
- rien sur l'entrée en divergence irrémédiable de Target 2,
- rien sur les raisons profondes du refus de l'Allemagne, des Pays Bas et de la Finlande de donner suite aux prétendus résultats du 19ème Sommet,
- rien sur les conséquences financières du MES pour les contribuables de chaque pays,
- etc.

Mais personne n'est dupe. Comme il est déjà certain que la réunion de l'Eurogroupe de ce lundi 9 juillet ne débouchera sur rien de concret, M. Moscovici a annoncé... une nouvelle réunion de l'Eurogroupe ! Elle se tiendra le 20 juillet.

De qui se moque-t-on ?

## **LE "CHÂTELAIN" MARIO MONTI MORIGÈNE LES FINLANDAIS ET LES NÉERLANDAIS QU'IL PREND POUR SES DOMESTIQUES**

De son côté, le président du Conseil italien a bien entendu abondé dans le sens du ministre français. Il a souhaité lui aussi que les mesures décidées par 19ème "Sommet-de-la-Dernière-Chance-de-Sauver-l'Euro" soient « traduites en termes opérationnels par l'Eurogroupe rapidement ».

Et pour cause ! On me pardonnera la verdeur du propos mais cette déclaration du mafieux en col blanc Mario Monti, élu par personne, signifie qu'il est de plus en plus excédé par le refus des Allemands, des Finlandais et des Néerlandais de "refiler leur pognon" aux Italiens.

C'est d'ailleurs ce qu'il a laissé entendre sans vergogne puisqu'il a osé dénoncer le fait que la remontée des taux à 10 ans, qui risque de mettre l'Espagne et l'Italie dans la situation de la Grèce, de l'Irlande et de Chypre, est due à des « déclarations inappropriées » de plusieurs « États membres nordiques ». Selon lui, ces « déclarations inappropriées » « sapent la crédibilité » des mesures prétendument décidées le 29 juin.

Tout le monde a compris que les « déclarations inappropriées » de plusieurs « États membres nordiques » visent à la fois la position des Pays Bas et les propos retentissants tenus publiquement par la ministre finlandaise des Finances, Mme Jutta Urpilainen, qui a annoncé vendredi 6 juillet, que « la Finlande préfère sortir de l'euro plutôt que de payer les dettes des autres. »

[cf. <http://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/la-finlande-annonce-officiellement-119614>]

Même s'il est vrai que ces propos ont jeté de l'huile sur le feu, il est de la dernière maladresse, politique, diplomatique et psychologique, de dénoncer publiquement des gouvernements étrangers que l'on supplie par ailleurs de vous donner de l'argent !

Je me permets de rappeler ici l'illustration de cette situation, que j'ai donnée dans mon article sur les propos de la ministre finlandaise.

Pour bien comprendre la position d'Helsinki ou de La Haye, il suffit d'imaginer un château - espagnol ou italien -, dont le châtelain, ayant perdu des sommes colossales au casino, demanderait au gardien de les rembourser à sa place, car il préfère quant à lui conserver ses tableaux de maîtres.

La Finlande et les Pays Bas sont dans la situation du gardien : ils sont d'accord pour prêter de l'argent au châtelain, mais à la condition que ces sommes soient gagées par le tableau de Titien ou de Claude Lorrain que celui-ci possède.

Bien entendu le président du Conseil italien Mario Monti refuse cette proposition finlandaise ou néerlandaise : le châtelain italien compte bien faire payer le gardien et garder ses œuvres d'art pour lui.

Et hier, le châtelain est allé plus loin : il a traité les Finlandais et les Néerlandais avec une morgue d'Ancien Régime, comme s'ils étaient des domestiques indécents qui piquaient dans l'argenterie, alors que c'est lui-même, en quasi-faillite, qui veut leur faire les poches !

M. Monti, et les "socialistes" français qui soutiennent ce drôle de châtelain, devraient faire attention : on sait comment les peuples finissent par réagir lorsqu'on les traite avec une morgue d'Ancien Régime.

**François ASSELINEAU**